



PRÉFÈTE DE LA SOMME

Service de Coordination  
des Politiques Interministérielles  
Bureau de l'Environnement  
et de l'Utilité Publique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE à AMIENS  
Mise en demeure

**ARRETE** du 18 DEC. 2019

**La Préfète de la Somme**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 172-1, L. 557-1 à L. 557-60 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Madame Myriam GARCIA, Secrétaire générale de la Préfecture de la Somme ;
- Vu** le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des réceptifs à pression simples ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019 portant délégation de signature de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;
- Vu** la visite d'inspection du 26 juillet 2018 réalisée dans l'usine exploitée par la société IDEX PICARDIE ENVIRONNEMENT sur le territoire de la commune d'AMIENS (80) ;
- Vu** le courrier de la société IDEX PICARDIE ENVIRONNEMENT 28 juin 2019 et notamment ses annexes 2a et 2b (comptes rendus d'intervention d'un organisme habilité pour le contrôle des appareils à pression) ;
- Vu** les annexes 2a et 2b mentionnées ci-avant qui comportent l'engagement de ne pas remettre en service les équipements dont les références internes sont RESK5KMA et RESK5KMB ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'Environnement transmis à l'exploitant par courrier du 22 novembre 2019, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'un équipement sous pression est en service alors que son dernier contrôle réglementaire indique que ses résultats sont non satisfaisants ce qui contrevient à l'article L. 557-29 du Code de l'environnement qui prévoit que l'exploitant retire l'équipement si son niveau de sécurité est altéré ;

**Considérant** que l'exploitant à connaissance de la situation respectivement depuis le 07 et 10 mai 2019 pour les réservoirs BURGESS N°2319, RESK5KMA, année 1987 et BURGESS N°2318, RESK5KMB, année 1987 ;

**Considérant** que l'exploitant a indiqué à l'inspection que les équipements ne seraient pas remis en service par son courrier du 28 juin 2019 et notamment ses annexes 2a et 2b ;

**Considérant** que la situation est connue de l'exploitant depuis 5 mois et demi au jour de l'inspection et que cela ne respecte pas l'article R. 557-14-4 du Code de l'environnement qui prévoit que l'exploitant retire du service dans des délais tenant compte des dangers associés tout équipement dont le niveau de sécurité est non satisfaisant ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IDEX PICARDIE ENVIRONNEMENT de respecter les prescriptions des articles L. 557-29 et R. 557-14-4 du Code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Somme,

## **ARRETE**

**Article 1** - La société IDEX PICARDIE ENVIRONNEMENT est mise en demeure pour son usine sise Rue de la Croix de Pierre à Amiens (80000) de respecter les dispositions des articles L. 557-29 et R. 557-14-4 du Code de l'environnement suivant les délais prévus aux articles du présent arrêté.

**Article 2 – Dans un délai de quinze (15) jours** à compter de la notification du présent arrêté, la société IDEX PICARDIE ENVIRONNEMENT est mise en demeure :

- de retirer du service les réservoirs BURGESS N°2319, RESK5KMA, année 1987 et BURGESS N°2318, RESK5KMB, année 1987.

**Article 3** – Le respect des obligations prévues à l'article 2 sera obtenu en procédant à la transmission, pour chacun d'eux, soit d'un justificatif de contrôle réglementaire permettant d'attester de son aptitude au service, soit d'un justificatif probant de leur retrait effectif du service (enlèvement /destruction / consignation fluide et énergie...).

**Article 4** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 5** - La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens ou par le biais de l'application Téléréccours citoyens accessible sur le site [www.telereccours.fr](http://www.telereccours.fr), dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article L 171-11 du code de l'environnement.

**Article 6** - La Secrétaire Générale de la Préfecture, le maire de la commune d'AMIENS, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société IDEX PICARDIE ENVIRONNEMENT.

Amiens, le 18 DEC. 2019

Pour la préfète et par délégation  
La secrétaire générale

  
Myriam GARCIA